

**PREFET DU RHONE**

Direction départementale  
de la protection des populations

*Lyon, le 23 JUIN 2010*

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement  
106, rue Pierre Corneille  
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Monique DURAND  
☎ : 04 72 61 61 50  
✉ : monique.durand@rhone.gouv.fr

**ARRETE  
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-2 ;

VU le récépissé de déclaration n° 16503 délivré le 5 juin 1992 à la Société Lyonnaise d'Intervention Rapide - S.L.I.R., pour l'exploitation d'une installation de distribution de liquides inflammables visée à la rubrique n° 261 bis de la nomenclature des installations classées, dans la zone industrielle Léopha - les Broses, rue des Petites Broses à MIONS ;

VU le rapport en date du 28 mai 2010 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux réalisée le 19 mai 2010 a permis à l'inspection des installations classées de constater que la Société Lyonnaise d'Intervention Rapide exploitait, 11, rue des Petites Broses à MIONS, un centre de regroupement et de stockage de déchets dangereux (résidus d'hydrocarbures, eaux hydrocarburées, boues de curage) soumis à autorisation préfectorale au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que cette activité, qui n'a pas fait l'objet de l'autorisation requise, est en situation administrative irrégulière au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant qu'il dépose un dossier de demande d'autorisation en vue de régulariser la situation administrative de son activité ;

.../...

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L 514-2 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** En vue de régulariser la situation administrative du centre de regroupement et de stockage de déchets dangereux qu'elle exploite 11, rue des Petites Brosses à MIONS, la Société Lyonnaise d'Intervention Rapide - S.L.I.R., est mise en demeure de déposer à la direction départementale de la protection des populations (service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement - préfecture du Rhône), dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de demande d'autorisation constitué conformément aux dispositions des articles R 512-2 à R 512-10 du code de l'environnement, dont une copie est annexée.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :  
- au maire de MIONS,  
- à l'exploitant.

Lyon, le 23 JUIN 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
la Secrétaire Générale  
Josiane CHEVALIER